

Deux grandes zones géographiques du Canada n'ont pas le statut de province : le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Au Yukon, les écoles sont administrées par le ministère de l'Éducation du territoire. Il faut noter que, si la loi reconnaît toujours trois types d'écoles (publiques, séparées et indiennes), depuis 1969, tous les élèves du Yukon fréquentent des établissements publics ou séparés. Pour ce qui est de l'organisation des écoles et des programmes d'enseignement, le territoire s'est inspiré de ceux de la province voisine, la Colombie-Britannique.

En 1969, l'enseignement dans les Territoires du Nord-Ouest a cessé de relever du ministère fédéral des Affaires indiennes et du Nord pour être confié au Conseil territorial. Depuis lors, le Yukon a élaboré ses propres programmes scolaires correspondant à six années de cycle primaire et à six années de cycle secondaire.

Bien que, de façon générale, dans les Territoires du Nord-Ouest, l'enseignement relève du ministère de l'Éducation, il existe dans les centres urbains de Yellowknife et de Hay River des conseils scolaires locaux jouissant d'une certaine autonomie. Soulignons que seules les collectivités les plus importantes possèdent des écoles secondaires; des internats sont donc prévus pour les élèves qui viennent de l'extérieur. En outre, une aide est accordée aux élèves qui désirent poursuivre leurs études dans des établissements postsecondaires d'autres régions. Cette mesure vaut également pour les élèves du Yukon.

Financement

Les sommes consacrées par le Canada à l'enseignement primaire et secondaire, pendant l'année scolaire 1987-1988, ont été évaluées à 24,3 milliards de dollars, soit à 64 p. cent des dépenses d'éducation (voir également l'appendice E).

Le fardeau financier de l'enseignement public primaire et secondaire repose depuis toujours sur les municipalités qui en assument la majeure partie grâce aux taxes locales sur les biens immobiliers et les sociétés. Toutefois, l'expansion prise par les services d'éducation depuis la Seconde Guerre mondiale a amené d'autres paliers de gouvernement à participer au financement de l'enseignement public.